

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dettes négociables de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

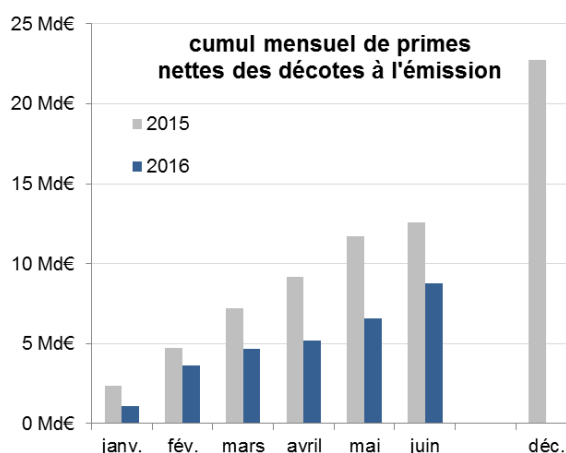
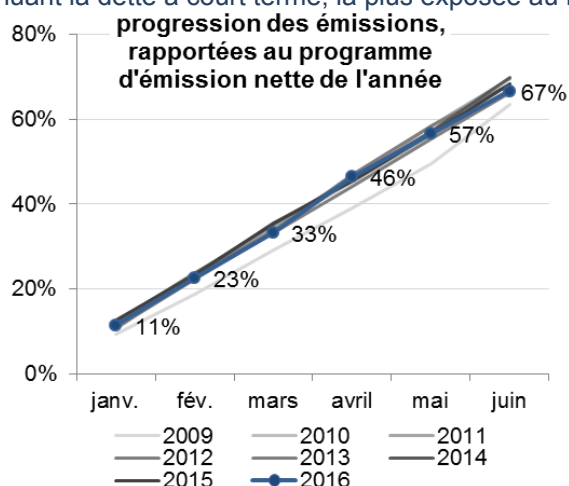
L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

Dans un contexte de taux d'intérêt de plus en plus faibles, le programme d'emprunt de l'État génère à nouveau des primes à l'émission en 2016

À fin juin, les émissions de dette à moyen et long terme de l'année ont atteint 124,4 Md€. Ceci correspond à 66,5 % de l'objectif annuel, fixé à 187 Md€ en loi de finances pour 2016. Ce taux de réalisation est similaire à ceux des années précédentes à la même date. Sur la période 2010 à 2015, ce taux s'établissait ainsi en moyenne à 68,2 % à ce stade de l'année. Ce profil infra-annuel découle du calendrier d'émission à moyen et long terme de l'AFT. Tous les mois du premier semestre comprennent deux adjudications de dette à moyen et long terme, tandis que les mois d'août et de décembre n'en comptent qu'au maximum une seule, optionnelle, en fonction de la demande du marché. En conséquence, les émissions de dette sont classiquement plus importantes au premier semestre. Les amortissements étant au contraire plus élevés au second qu'au premier semestre, comme chaque année l'augmentation de la dette d'État pour l'année 2016 est essentiellement réalisée dès la fin de premier semestre.

Comme en 2015, les emprunts de 2016 sont inévitablement accompagnés de primes à l'émission, à hauteur de 9,0 Md€ moins 0,3 Md€ de décotes, à fin juin. Ceci résulte notamment d'une nouvelle phase de baisse des taux d'intérêt à moyen et long terme, intervenue de manière régulière au cours du premier semestre 2016. Ainsi, bien que la différence entre les taux à l'émission et les taux de coupon des souches disponibles soit moins élevée qu'en 2015, elle reste importante au premier semestre 2016 : le taux d'emprunt effectif a été de 0,44 % (hors titres indexés), sur des titres portant coupon de 1,13 % en moyenne, après respectivement 0,63 % et 1,73 % en 2015. Rappelons que les primes à l'émission sont des montants encaissés par l'État au-delà de la valeur de remboursement, qui seront progressivement rendus aux investisseurs sur la durée de vie des emprunts, du fait de paiements de coupons supérieurs aux taux d'emprunt effectifs. En 2016, comme en 2015, cet apport de trésorerie additionnel concourra toute chose égale par ailleurs à l'allongement de la durée de vie moyenne de la dette en diminuant la dette à court terme, la plus exposée au risque de remontée des taux.



Source : Agence France Trésor

Courbe des taux en euros au second semestre : exubérance sur la partie courte et incertitude sur la partie longue

Adam Kurpiel, Responsable de la stratégie des produits dérivés de taux d'intérêt, Société Générale CIB

Quelles qu'en soient les modalités définitives, le Brexit a déjà provoqué une montée des incertitudes au sein de l'économie mondiale. D'après les estimations des économistes de la Société générale, le Brexit amputera le PIB de la zone euro de 0,1 point par an jusqu'en 2020. Il est probable que l'écart de production (output gap) tardera davantage à se refermer. L'inflation sous-jacente devrait donc rester modérée à moyen terme, pour se situer entre 1,0 % et 1,3 % en 2016 et en 2017 selon nos estimations. Les banques centrales devraient être plus accommodantes, pendant plus longtemps. Certaines, comme la Banque d'Angleterre, disposent encore de marges d'assouplissement monétaire. D'autres, comme la BCE, devront faire preuve d'inventivité. Toutefois, du fait des doutes sérieux quant à l'efficacité de la politique monétaire, les rendements obligataires pourraient continuer à baisser. La récente tendance à l'appétit pour le risque des marchés financiers a contribué à accroître le sentiment que le Brexit n'appelait pas de mesures urgentes. Nous nous trouvons donc selon nous dans une situation d'équilibre instable, et nous nous attendons à ce que le rendement du Bund à 10 ans baisse encore pour atteindre des plus bas historiques et reste en territoire négatif jusqu'à la fin de l'année.

À la suite de la Banque d'Angleterre et du FMI, la BCE a indiqué qu'il était nécessaire de disposer de davantage d'informations pour mieux évaluer l'impact de l'incertitude née du Brexit sur l'environnement macroéconomique. Signe de cette prudence, en juin, l'institution n'a revu ses prévisions d'inflation et de croissance que très marginalement à la hausse. S'il n'est pas à exclure que la BCE abaisse ses prévisions de croissance, il y a en revanche peu de chances qu'elle revoie radicalement ses prévisions d'inflation. L'évolution des marchés et de l'économie d'ici à la fin septembre, voire à un horizon plus lointain, sera en tout cas déterminante dans la décision de la BCE d'intervenir ou non.

Si les anticipations des marchés en matière de baisse des taux se sont atténuées depuis le pic atteint au lendemain du Brexit, les cotations sur les marchés à terme montrent qu'ils tablent toujours sur des baisses de taux de 15 points de base à l'horizon fin 2017. Ces anticipations peuvent encore diminuer. Du fait de leurs effets secondaires négatifs, des baisses de taux de la BCE supérieures à 10 points de base nous paraissent toutefois peu probables, même si un choc déflationniste majeur

devait intervenir. Une baisse des anticipations d'inflation à moyen terme devient problématique pour la BCE si elle provoque une hausse des taux réels, comme cela a été le cas fin 2014-début 2015 et en août 2015. Cela étant dit, des évolutions de cette nature sont peu probables compte tenu du contexte actuel de baisse des taux directs et d'ancrage plus ferme des anticipations d'inflation à court terme en lien avec les effets de base à venir. L'inflation telle que mesurée par l'IPCH devrait augmenter de manière significative après l'été, pour atteindre en moyenne 0,4 % en 2016 et 1,5 % en 2017.

Une poursuite du programme d'achats d'actifs de la BCE au-delà de mars 2017 semble la mesure d'assouplissement la plus vraisemblable. Pour ce faire, et pour se préparer à l'éventualité d'une atteinte des limites d'achat prévues pour le PSPP, la BCE devra, au plus tard avant la fin de l'année, modifier les règles du programme. Les anticipations dans ce domaine restent le principal déterminant de la partie longue de la courbe des taux en euros et de la courbe des spreads. Entre taux swap et taux souverains (spreads de swap ou swap spreads)

Selon nos prévisions, les banques centrales en Allemagne, en Finlande, aux Pays-Bas et au Portugal pourraient se trouver à court d'obligations avant la fin prévue du programme d'achats d'actifs. Quelles sont les options qui s'offrent à la BCE ? L'option la plus probable est un relèvement à 50 %, contre 33 % actuellement, du plafond d'émission d'obligations non assorties de clauses d'action collective. Une autre possibilité serait de procéder à des achats sélectifs à un taux inférieur au taux d'intérêt de la facilité de dépôt. Ces décisions auraient pour effet de réduire la prime de rareté des Bunds à long terme, justifiant le récent mouvement d'accroissement de pente de la courbe des taux en euros à 10-30 ans et le resserrement des spreads de swap à échéance longue par rapport aux échéances à court et moyen terme. Enfin, une autre option consisterait à s'écarter légèrement du système de répartition des achats en fonction de la clé pour la souscription au capital de la BCE. L'espoir nourri par les marchés d'une évolution vers un système de répartition basé sur l'encours de dette a contribué au récent resserrement des spreads périphériques. D'après nous, du fait des obstacles politiques à une décision de ce type, les marchés risquent fort de voir leurs espoirs déçus.

Société Générale CIB Disclaimer : Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à constituer une offre ou une recommandation d'achat ou de vente de titres, quels qu'ils soient, et ont été obtenues à partir de sources, ou se fondent sur des sources considérées comme fiables ; pour autant, leur exactitude ou leur exhaustivité n'est pas garantie. Le matériau de la présente étude est conforme au dispositif réglementaire visant à garantir l'indépendance de la recherche en investissement, telle que définie par la directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID). Les informations relatives aux conflits d'intérêts et la gestion de conflits de cette nature par la Société générale sont contenues dans le document intitulé SG's Policies for Managing Conflicts of Interests in Connection with Investment Research, disponible à l'adresse suivante : <https://www.sgmarkets.com/#equity/compliance>.

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère des Finances et des Comptes publics.

Calendrier indicatif d'adjudication

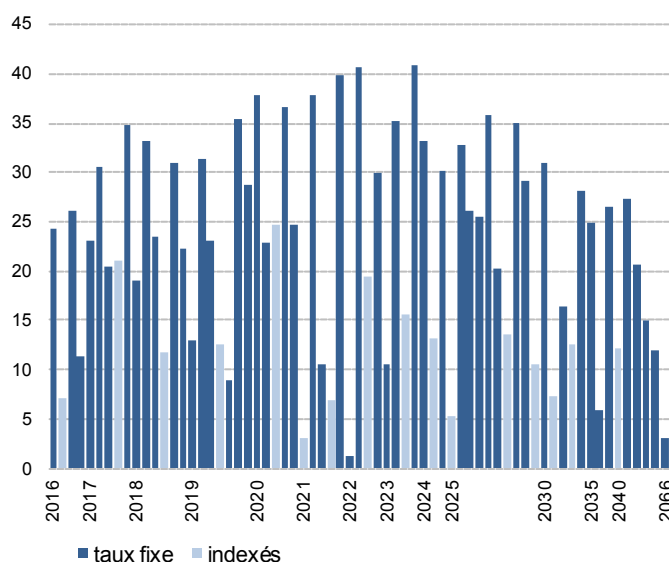
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Août 2016	date d'adjudication	1	8	16	22	29	4	4	4
	date de règlement	3	10	18	24	31	8	8	8
Septembre 2016	date d'adjudication	5	12	19	26	//	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	//	19	5	19

■ adjudications optionnelles

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 30 juin 2016

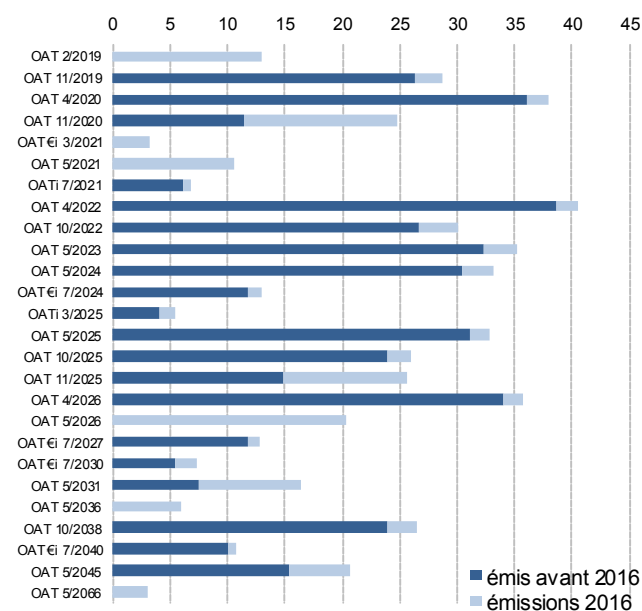
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 30 juin 2016

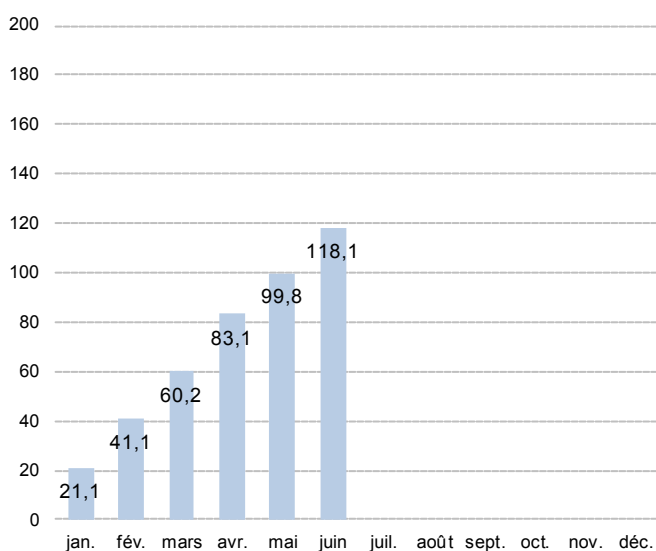
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 30 juin 2016

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 30 juin 2016

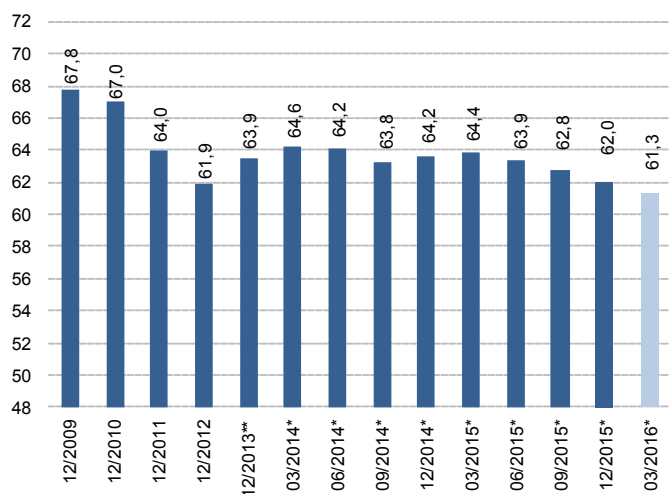
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
juil-16	3,7	31,0
août-16		
sept-16		
oct-16	16,0	26,2
nov-16	1,2	11,4
déc-16		
janv-17		
févr-17	0,4	23,1
mars-17	0,0	
avr-17	15,1	30,5
mai-17	3,9	
juin-17		

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 1^{er} trimestre 2016

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



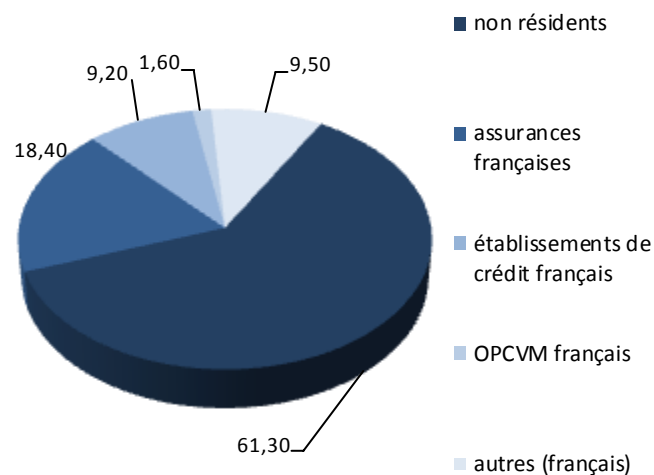
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 1^{er} trimestre 2016

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 30 juin 2016

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 485 648 173 749
Encours démembré	61 075 589 100
Durée de vie moyenne	7 ans et 340 jours
Total Dette à Court Terme	152 918 000 000
Durée de vie moyenne	114 jours
ENCOURS TOTAL	1 638 566 173 749
Durée de vie moyenne	7 ans et 81 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 30 juin 2016

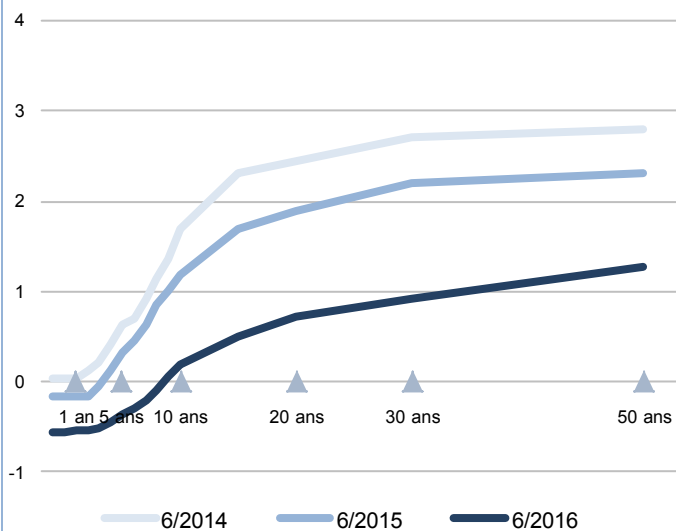
En milliards d'euros

	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin mai 2016	Fin juin 2016
Encours de la dette négociable	1 457	1 528	1 576	1 625	1 639
<i>dont titres indexés</i>	174	189	190	197	197
Moyen et Long Terme	1 283	1 352	1 424	1 469	1 486
Court Terme	174	175	153	156	153
Encours de swaps	7	6	6	6	6
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
avant swaps	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	5 jours	363 jours	47 jours	85 jours	81 jours
après swaps	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	2 jours	362 jours	47 jours	85 jours	81 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

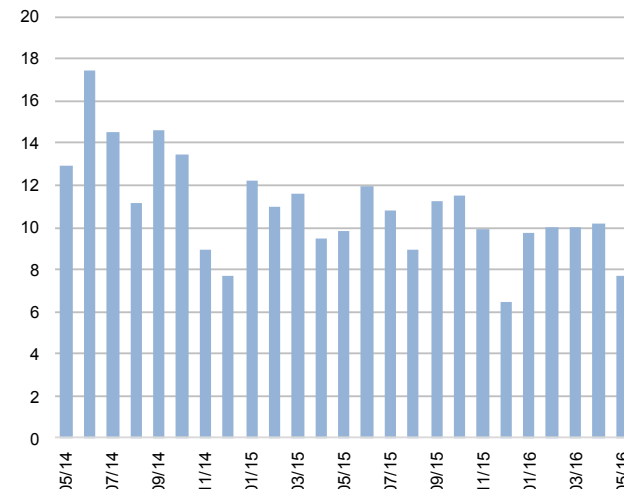
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

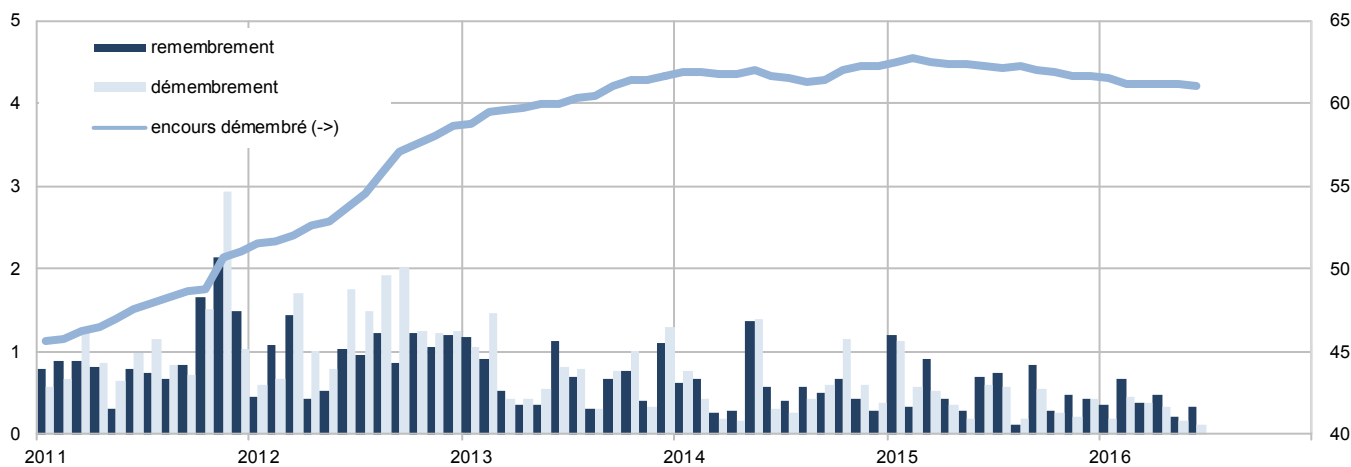
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème.

Montant des opérations de démembrment et de remembrement

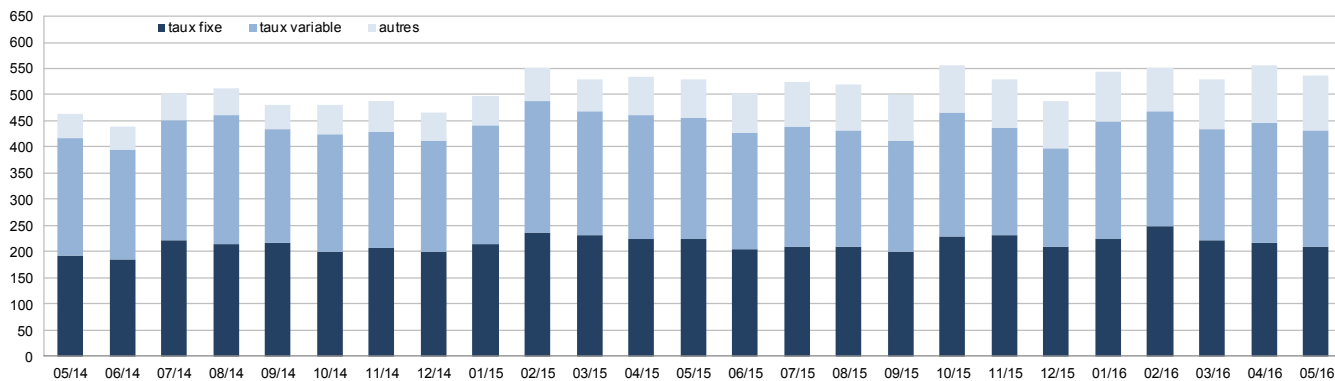
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 30 juin 2016

	Échéance	Encours (€)
BTF	6 juillet 2016	6 366 000 000
BTF	13 juillet 2016	7 290 000 000
BTF	20 juillet 2016	5 332 000 000
BTF	27 juillet 2016	7 462 000 000
BTF	3 août 2016	6 538 000 000
BTF	10 août 2016	7 743 000 000
BTF	18 août 2016	5 862 000 000
BTF	24 août 2016	6 895 000 000
BTF	31 août 2016	6 504 000 000
BTF	7 septembre 2016	7 040 000 000
BTF	14 septembre 2016	5 555 000 000
BTF	21 septembre 2016	7 940 000 000
BTF	28 septembre 2016	5 828 000 000
BTF	12 octobre 2016	8 049 000 000
BTF	26 octobre 2016	5 209 000 000
BTF	9 novembre 2016	7 161 000 000
BTF	23 novembre 2016	4 906 000 000
BTF	7 décembre 2016	3 590 000 000
BTF	4 janvier 2017	7 090 000 000
BTF	1 février 2017	6 746 000 000
BTF	1 mars 2017	6 366 000 000
BTF	29 mars 2017	6 135 000 000
BTF	26 avril 2017	5 030 000 000
BTF	24 mai 2017	4 972 000 000
BTF	21 juin 2017	1 309 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2016–2019) au 30 juin 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2016	68 909 032 520			
FR0119580050	BTAN 2,5% 25 juillet 2016	24 221 500 000			–
FR0119105791	BTANi 0,45% 25 juillet 2016	7 080 532 520 (1)	1,05068	6 739 000 000	–
FR0000187361	OAT 5% 25 octobre 2016	26 204 000 000			221 517 000
FR0011857218	OAT 0,25% 25 novembre 2016	11 403 000 000			0
	Échéance 2017	130 074 853 850			
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	23 115 000 000			–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	30 546 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	20 493 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	21 145 853 850 (1)	1,13413	18 645 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	34 775 000 000			0
	Échéance 2018	140 697 148 700			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	19 107 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	33 269 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	23 412 000 000			0
FR0011237643	OATÉi 0,25% 25 juillet 2018	11 697 148 700 (1)	1,03910	11 257 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	30 947 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			0
	Échéance 2019	153 108 391 446			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	12 981 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	23 095 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 530 102 000 (1)	1,06730	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 732 385 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	28 737 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	32 896 553 (2)		6 692 154	–

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieure à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2015 ; non offerte à la souscription

Dettes à moyen et long terme (échéances 2020 et plus) au 30 juin 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2020	147 002 358 200			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	37 927 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT <i>€i</i> 2,25% 25 juillet 2020	24 762 358 200 (1)	1,21922	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0
	Échéance 2021	98 419 843 000			
FR0013140035	OAT <i>€i</i> 0,1% 1 mars 2021	3 135 000 000 (1)	0,99949	3 135 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	37 837 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	10 633 000 000			0
FR0011347046	OAT <i>i</i> 0,1% 25 juillet 2021	6 923 843 000 (1)	1,01078	6 850 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
	Échéance 2022	91 343 286 640			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			617 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	40 615 000 000			0
FR0010899765	OAT <i>€i</i> 1,1% 25 juillet 2022	19 432 346 650 (1)	1,08385	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	30 052 000 000			0
	Échéance 2023	102 318 695 253			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 490 900 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	35 237 000 000			0
FR0010585901	OAT <i>i</i> 2,1% 25 juillet 2023	15 593 499 350 (1)	1,09945	14 183 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	40 882 000 000			459 585 000
	Échéance 2024	76 452 077 220			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	33 135 000 000			10 000 000
FR0011427848	OAT <i>€i</i> 0,25% 25 juillet 2024	13 082 077 220 (1)	1,01498	12 889 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
	Échéance 2025	89 861 469 318			
FR0012558310	OAT <i>i</i> 0,1% 1 mars 2025	5 379 541 200 (1)	1,00215	5 368 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	32 870 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	26 039 928 118			3 123 464 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	25 572 000 000			0
	Échéance 2026	56 119 000 000			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			149 313 000
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	20 305 000 000			0
	Échéance 2027	48 685 726 600			
FR0011008705	OAT <i>€i</i> 1,85% 25 juillet 2027	13 656 726 600 (1)	1,06810	12 786 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
	Échéance 2028	23 815 557			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	23 815 557 (3)		46 232 603	-
	Échéance 2029	39 706 936 165			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 382 609 100
FR0000186413	OAT <i>i</i> 3,4% 25 juillet 2029	10 615 055 707 (1)	1,25338	8 469 144 000	0
	Échéance 2030	38 314 117 380			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	31 023 000 000			0
FR0011982776	OAT <i>€i</i> 0,7% 25 juillet 2030	7 291 117 380 (1)	1,00194	7 277 000 000	0
	Échéance 2031	16 453 000 000			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	16 453 000 000			0
	Échéance 2032 et plus	188 158 421 900			
FR0000188799	OAT <i>€i</i> 3,15% 25 juillet 2032	12 550 851 200 (1)	1,23532	10 160 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	28 114 322 600			11 034 157 400
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	25 004 000 000			5 110 667 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	6 000 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 902 011 400
FR0010447367	OAT <i>€i</i> 1,8% 25 juillet 2040	12 206 248 100 (1)	1,14430	10 667 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	27 307 000 000			7 310 039 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	20 598 000 000			515 600 000
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 204 588 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			5 723 284 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	3 000 000 000			42 000 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2016 ; non offerte à la souscription

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	0,5%	05/2016
Consommation des ménages*, glissement annuel	0,6%	06/2016
Taux de chômage (BIT)	10,2%	03/2016
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	0,2%	06/2016
ensemble hors tabac	0,2%	06/2016
Solde commercial, fab-fab, cvs	-2,8 Md€	05/2016
" "	-4,8 Md€	04/2016
Solde des transactions courantes, cvs	-0,3 Md€	05/2016
" "	-2,1 Md€	04/2016
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,16%	29/7/2016
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,30%	27/7/2016
Euro / dollar	1,1090	28/7/2016
Euro / yen	116,14	28/7/2016

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

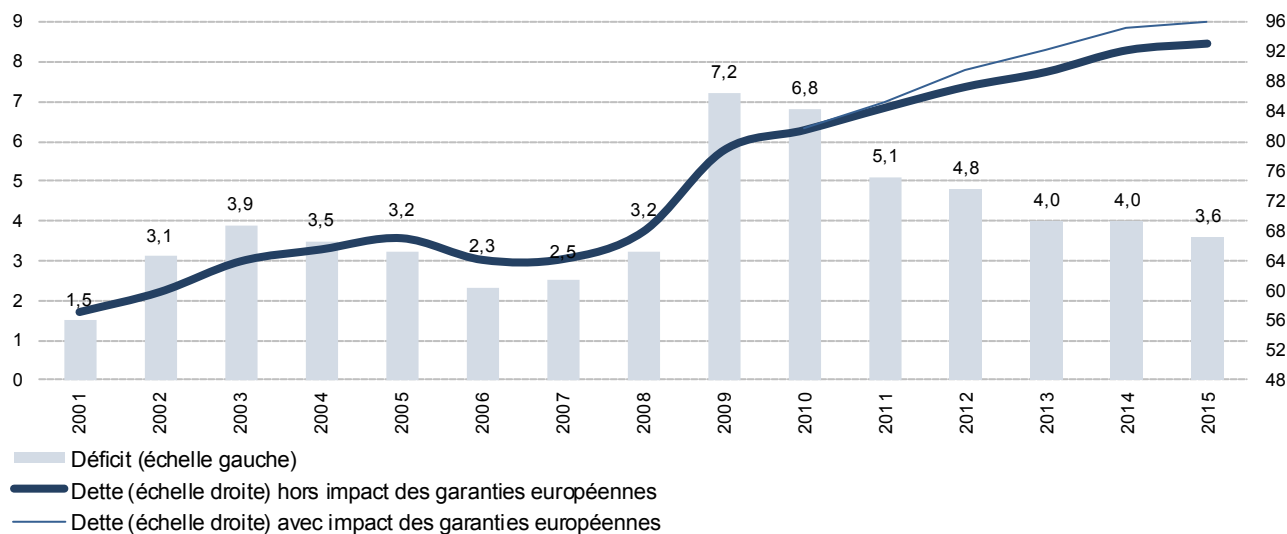
En milliards d'euros

	2014	2015	niveau à la fin mai		
			2014	2015	2016
Solde du budget général	-85,71	-72,15	-42,66	-42,24	-38,93
Recettes	291,95	299,66	123,96	123,23	126,37
Dépenses	377,66	371,80	166,62	165,47	165,30
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,16	1,62	-21,67	-21,69	-26,74
Solde général d'exécution	-85,56	-70,52	-64,33	-63,93	-65,67

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

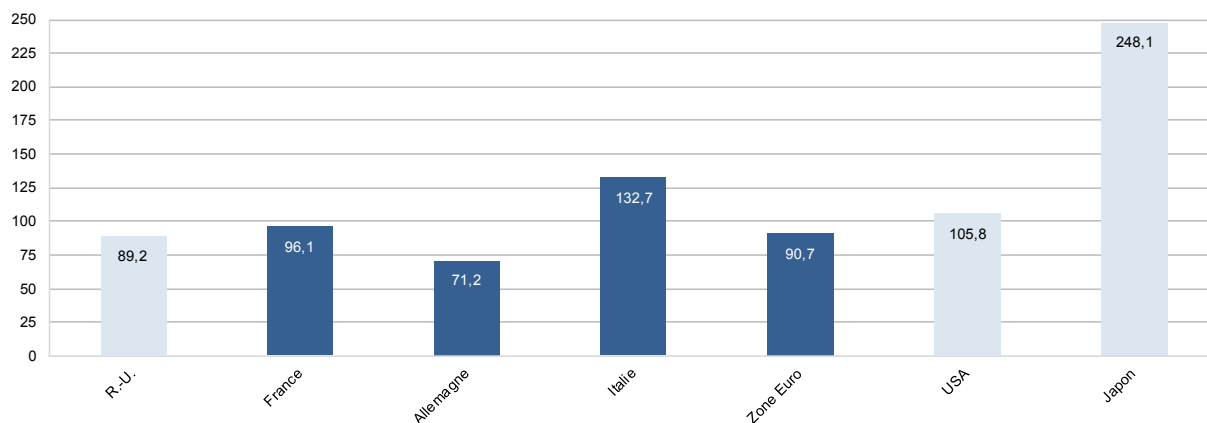
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

Dette des administrations publiques en 2015

En % du PIB



Sources : Eurostat (2016), FMI (2016), Insee (2016)

Calendriers des indicateurs économiques français

Août 2016		Septembre 2016	
 5	Commerce extérieur en valeur en juin	 6	Conjoncture auprès des ménages : enquête d'août
 5	Balance des paiements en juin	 7	Commerce extérieur en valeur en juillet
 10	Production industrielle en juin	 7	Balance des paiements en juillet
 11	Prix à la consommation : indice de juillet	 8	Emploi salarié : 2016 T2
 12	Emploi salarié : résultats provisoires 2016 T2	 9	Production industrielle en juillet
 18	Demandeurs d'emploi 2016 T2 (BIT)	 14	Prix à la consommation : indice d'août
 18	Inflation (IPCH) : indice de juillet	 15	Inflation (IPCH) : indice d'août
 24	Demandeurs d'emploi en juillet	 22	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de septembre
 25	Investissements dans l'industrie : enquête de juillet	 23	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2016 T2
 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'août	 26	Demandeurs d'emploi en août
 26	Construction de logements en juillet	 28	Construction de logements en août
 26	Comptes nationaux trimestriels : deuxième estimation 2016 T2	 28	Conjoncture auprès des ménages : enquête de septembre
 31	Réserves nettes de change en juillet	 30	Réserves nettes de change en août
		 30	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - 2016 T2
		 30	Consommation des ménages en biens en juillet et en août

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.